

# « J'ai trop peur pour rester dans mon pays »

BURUNDI Des milliers de réfugiés ont fui vers des camps au Rwanda ou en Tanzanie

► Revenu à la barre après l'échec du coup d'État, le président Nkurunziza assure que la situation est normalisée.

► Mais des milliers de personnes ont pris la route de l'exil et racontent leur peur des massacres, des représailles.

GISHORA

(FRONTIÈRE RWANDO-BURUNDAISE)  
DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE

Dans un discours télévisé, prononcé mercredi soir, le président Pierre Nkurunziza a tenté de ramener la crise qui déchire son pays à de plus modestes proportions : la contestation, selon lui, ne s'étend qu'à quatre quartiers de Bujumbura, et sur 99 % du territoire, le calme règne.

De fait, sitôt franchie la frontière rwandaise à hauteur de Gashora, dans le Bugesera, le Burundi présente son visage habituel. Des cyclistes « cascadeurs » accrochés aux lourds camions qui traversent l'Afrique de l'Est, des femmes qui vendent des sachets de petits pois soigneusement emballés, une foule de piétons qui, à la tombée du jour, semble attirée par la grand-route comme par un aimant.

Cependant, dans les cabarets, on entend l'écho de discussions animées ; un peu partout, des petits groupes d'hommes sont en grande conversation, les mains se dressent, les voix montent ; les femmes ramènent les enfants dans les plis de leur robe. Quelques drapeaux de partis politiques rappellent que le Burundi est en campagne électorale.

## Contrôles policiers omniprésents

Disciplinée, silencieuse, la police est très présente : de la frontière jusque Bujumbura, notre véhicule est contrôlé une quinzaine de fois, fouillé, inspecté. Dans l'autre sens, celui qui mène au Rwanda, les contrôles sont plus fréquents encore : les minibus sont stoppés sans ménagement

et les passagers sont priés de se dessaisir de leurs téléphones portables, de leurs ordinateurs. Meticuleux, les policiers ouvrent les engins, parcourent les textos, scrutent les photos et, nous dit-on, relèvent les numéros suspects.

Dans quelques localités, les militaires sont présents aussi, immobiles comme de grandes statues en uniforme tacheté. Ce n'est que dans le camp de Gashora, en territoire rwandais, que nous mesurerons la peur qui se tapit dans les villages, qui inspire les attroupements où les gens se demandent ce qui va leur arriver et quelles décisions prendre.

En deux semaines, le Haut-Commissariat aux réfugiés, assisté par quelques ONG, a déployé au bord du petit lac, dans une région vouée au tourisme,

une logistique depuis longtemps rodée dans la région ; trente-sept grandes tentes de toile blanche, un centre médical, des rations de maïs et de haricots que les déplacés font bouillir sur de petits foyers, un centre d'enregistrement devant lequel de jeunes garçons font la file, essouffés et excités comme s'ils avaient couru.

Gashora, qui accueille 3.000 déplacés du Burundi, n'est qu'un centre de transit ; c'est à Mahama, du côté de la frontière tanzanienne, que se trouvent plus de 20.000 réfugiés, dont le nombre grandit sans cesse. « La semaine dernière, ils arrivaient au rythme de cent par jour ; cette semaine le flux se réduit une dizaine de personnes, explique Judith Seidel, responsable du HCR, mais vers la Tanzanie, ce sont des villages entiers qui se déplacent, plus de 100.000 Burundais ont déjà traversé la frontière ; nous craignons une crise humanitaire majeure dans la région... »

## « Des rondes d'Imbonerakure »

Les garçons qui font la file devant le bureau d'enregistrement ne se font pas prier pour expliquer les raisons de leur fuite. Nishima, un étudiant à l'académie, a campé durant plusieurs jours devant l'ambassade des États-

Unis à Bujumbura jusqu'à ce que la police débarque : « Ils voulaient nous emmener en camion, je me suis enfui. Le passage a été difficile, tous les numéros de mon téléphone ont été relevés ».

Pontien, 23 ans, a quitté Kirundo, une ville proche de la frontière, car « cela devenait trop dangereux. Mes parents sont restés, mais nous les jeunes, qui avions manifesté contre le troisième mandat, nous avons fui car la nuit, il y avait des rondes d'Imbonerakure (les milices du parti présidentiel) Ils avaient des matraques, des grenades, des fusils. Ils nous disaient qu'ils faisaient des rondes de sécurité, mais nous, on se sentait menacés... »

Bizimana, 28 ans, à la différence de ses voisins, n'est pas un étudiant, un intellectuel. Même ici, ce chauffeur de camion roule des mécaniques, se vante d'avoir manifesté dès le premier jour contre « Pieter » (le surnom du président) : « Je ne veux pas qu'il se représente car, avec ses gens, ils s'en sont mis plein les poches. Pour avoir du travail, il fallait être membre de leur parti. C'est pour cela qu'avec mes amis nous sommes allés devant la maison du CNDD (le parti de Nkurunziza) et nous avons enflammé de vieux pneus. Nous avons pu entrer dans la maison et là nous sommes tombés sur des listes que tenaient les Imbonerakure : des gens qu'ils considéraient comme des suspects, des adversaires et qu'ils se préparaient à tuer. Il y avait aussi des armes qu'ils avaient eux-mêmes fabriqués, des sortes de lance-pierres dotées d'explosifs. Quand j'ai découvert tout cela, j'ai décidé de partir. Le Burundi, cela n'est plus pour moi, je veux rester au Rwanda, aller en Ouganda ou plus loin encore. Ce pays, pour moi, c'est fini... »

À côté de lui, Désiré, veut lui aussi fuir le plus loin possible et reconnaît : « A Bujumbura c'était dur. Dans la bagarre avec les policiers on a même tué un chef de poste... »

Si l'on peut comprendre les raisons qui ont poussé ces jeunes des quartiers chauds de Bujum-

bura, majoritairement Tutsis, à prendre la fuite dans la crainte de la répression, le témoignage des femmes en dit plus long encore sur la profondeur de la crise. Sandrine, originaire de Kirundo (la première ville après la frontière rwandaise) est arrivée voici trois jours, son bébé dans le dos : « *Mon mari m'a poussée à partir, d'autres gens du village avaient déjà fui. Il y avait un malaise, on disait que nos voisins, des Hutus, avaient acheté des pangas, des machettes et qu'ils allaient bientôt se venger de la mort de leur grand-père, voici 25 ans, tué par des Tutsis. Mon mari est resté car il ne voulait pas quitter nos champs, mais je crois qu'il va bientôt arriver ici lui aussi.* ».

## Rumeurs et chuchotements

Rose Nezimana, trois enfants, venue de Kirundo elle aussi, a été poussée par les rumeurs et les chuchotements : « *Les Imbonerakure sont très nombreux, ils font des rondes et menacent tous ceux qui pourraient ne pas voter pour le président. On dit tant de choses : qu'ils auraient mis nos noms sur des listes, marqué de croix rouges les maisons de ceux qu'ils se préparent à tuer. Certains voisins ne nous parlent plus, mais murmurent derrière notre dos... Mon mari m'a pous-*

*sée à partir, à mettre les enfants en sécurité... »*

La trente-septième tente de Gashora est celle des enfants seuls, les MENA (mineurs étrangers non accompagnés) dont s'occupe un service spécial du HCR : ils sont déjà 650 à être arrivés ici sans leurs parents, dont 99 auraient perdu la trace de leur famille durant la fuite. La Croix-Rouge s'emploie à les identifier, à retrouver les parents, à réunifier les familles.

Fabrice Mugisha, 14 ans, originaire de Kirundo, explique que « *mes parents m'ont poussé vers la frontière m'ont dit cours vite au Rwanda. Ici, on ne sait pas ce qui peut arriver... À l'école, on parlait de menaces contre les Tutsis, nos voisins nous regardaient bizarrement en caressant leur machette... Je ne sais pas ce qui va arriver, j'ai trop peur pour rester dans mon pays... »*

Le même soir, à la télévision, le président Nkurunziza essaie d'expliquer que tout est normal au Burundi, que « *la paix et la sécurité règnent sur 99,9 % du territoire* ». Mais, même dans les campagnes où la peur est revenue, on ne le croit pas... ■

COLETTE BRAECKMAN

## FAITS DU JOUR

### Manifestants tués

Au moins deux manifestants ont été tués par les tirs de la police jeudi à Bujumbura, où la contestation contre un troisième mandat du président Pierre Nkurunziza a repris de plus belle malgré la riposte musclée des forces de l'ordre. Dans le quartier de Musaga, au sud de la capitale, un des bastions de la contestation, la police a poursuivi et élargi ses opérations de « restauration de l'ordre ». Des affrontements ont aussi éclaté près de l'Assemblée nationale, réunie pour la prestation de serment de trois nouveaux ministres. (afp)

### L'armée appelée à « la cohésion »

Le nouveau ministre de la Défense burundais, Emmanuel Ntahonvukiye, et son chef d'état-major, Prime Niyongabo, ont appelé l'armée burundaise à « la cohésion », et demandé aux militaires toujours en fuite après le coup d'Etat manqué de « rejoindre leurs unités ». Ces propos ont été tenus lors d'une « causerie morale » organisée à l'attention des officiers en poste dans la capitale. (afp)



## LE GOUVERNEMENT BELGE A TRANCHÉ

### Pas d'accord de coopération en cas de 3<sup>e</sup> mandat

« Le Burundi reste un pays partenaire de la coopération belge car notre but est d'améliorer le sort de la population de ce pays, a indiqué jeudi le ministre belge de la Coopération, Alexander De Croo lors d'une conférence de presse (lire aussi en p. 13). Mais nous sommes très clairs : si on en arrive à ce que l'actuel président entame un 3<sup>e</sup> mandat, sa légitimité sera en question. Un 3<sup>e</sup> mandat est en effet contraire à la philosophie des Accords d'Arusha, qui ont permis d'assurer 10 années de paix et de stabilité au Burundi. » Conséquence : « Avec des autorités illégitimes, nous ne pourrions pas organiser l'an prochain, comme prévu, une Commission mixte

avec le Burundi, poursuit le ministre belge. Il serait donc impossible de conclure un programme de coopération classique. » Or, avec 47,4 millions d'euros dont 34,4 millions consacrés à la coopération gouvernementale, la Belgique est le premier bailleur bilatéral du Burundi, le 3<sup>e</sup> en termes globaux après la Banque mondiale et l'Union européenne. Même si une partie de l'aide gouvernementale était redirigée via des ONG, la suspension de la coopération gouvernementale serait un rude coup pour le futur gouvernement burundais. Surtout si d'autres donateurs importants décidaient de suivre le mouvement... La fermeté du gouvernement belge est aussi, en passant, un message aux présidents du Congo et du Rwanda, également tentés par l'aventure d'un 3<sup>e</sup> mandat.

V. K.